

## Les bleuets auront leur autoroute

KATIA GAGNON  
de la Presse Canadienne  
QUÉBEC

Les habitants du Saguenay-Lac-St-Jean pourraient rouler, dès 1999, sur « l'autoroute de la souveraineté ».

Le premier ministre Jacques Parizeau, en visite dans la région mardi soir pour un grand rallye à Alma, a en effet promis de consacrer 65 millions supplémentaires à la réalisation de l'autoroute qui reliera Alma à La Baie, un projet qui traîne depuis 20 ans dans la région.

Ce projet tient tellement à cœur aux « bleuets » qu'ils menaçaient, encore dernièrement, de retirer leur appui au projet souverainiste si on ne leur donnait pas leur autoroute à quatre voies. Jusqu'à présent, seul un court tronçon de moins d'un kilomètre a été construit, qu'on surnomme ironiquement, dans la région « l'autoroute la plus courte au Canada ».

Face à cette possible baisse de ferveur dans un château-fort souverainiste, le premier ministre a décidé de prendre les grands moyens et de céder aux demandes des habitants de la région, dont les cinq comtés ont élu des députés péquistes presque sans interruption depuis 1976, sauf pour la circonscription de Roberval.

### Des études ? Pourquoi faire ?

« Le premier ministre a indiqué qu'il y avait une volonté politique claire pour qu'à la fin de 1999, l'autoroute entre St-Bruno et Châtoumi soit réalisée, pour qu'on puisse, à ce moment-là, enclencher la dernière section », explique Jacques Brassard, ministre de l'Environnement et député du comté de Lac-St-Jean.

« On avait prévu une étude d'opportunité. On s'est rendu compte que ce n'était pas utile. Et ça, ça veut dire réduire les délais de plus d'un an », précise M. Brassard.

Le montant de 65 millions \$ sera donc simplement « dépensé plus rapidement », souligne le maire de Jonquière, Marcel Martel. Cet argent servira à construire la voie de contournement de la ville de Jonquière et réaliser les études pour le reste de l'autoroute.

À l'automne, le ministre des Transports, Jacques Léonard, s'était rendu sur place pour donner le feu vert à la réalisation d'un tronçon de l'autoroute entre St-Bruno et Jonquière, au coût de 35 millions. Il avait cependant causé beaucoup de déception dans la région en subordonnant la construction du reste de l'autoroute à la réalisation d'études diverses.

« La réaction de la région (à l'annonce de M. Léonard) a été une surprise pour le PQ. Ils avaient l'impression d'avoir donné beaucoup, mais on attendait beaucoup plus. On avait le sentiment qu'ils cherchaient à gagner du temps », souligne M. Martel.

## Un contrat de 2 milliards à l'Ontario

### La GM de London construira 651 véhicules blindés pour les Forces armées

GILLES GAUTHIER  
du bureau de La Presse  
OTTAWA

Le gouvernement Chrétien donne à l'Ontario, sans appel d'offres, un contrat de 2,04 milliards, étalé sur dix ans, pour la fabrication de 651 véhicules blindés de transport de troupes.

Au Québec, le ministère de la Défense remettra à neuf dans ses propres ateliers de Longue-Pointe, à Montréal, 850 vieux véhicules à chenilles M113 à un coût de 300 millions, dont 200 millions consisteront en des achats de moteurs, transmissions et autres pièces aux États-Unis. Les travaux dureront de huit à dix ans.

Quelque 100 millions seront par ailleurs dépensés pour moderniser 450 véhicules sur roues de modèles Grizzly et Bison au Nouveau-Brunswick, plus précisément à Chatham, comté du premier ministre de cette province, le libéral Frank McKenna, qui est en campagne électorale.

Le ministre de la Défense, David Col-

lenette, a expliqué hier que le contrat principal de plus de 2 milliards, en dollars de 1995-96, sera donné à General Motors de London en Ontario parce que cette entreprise est la seule à fabriquer ce genre de véhicules au Canada. Il a aussi invoqué l'urgence d'acquiescer de nouveaux véhicules pour équiper convenablement les militaires.

Les négociations débuteront la semaine prochaine et les responsables militaires espèrent que le contrat pourra être signé avant la fin de l'année.

M. Collette a expliqué qu'il était important de l'annoncer maintenant pour éviter des mises à pied dans cette usine du sud de l'Ontario. Le projet créera entre 300 et 400 emplois à London.

La compagnie Oerlikon, de Saint-Jean au Québec, a proposé de faire l'assemblage des tourelles, qui seront achetées aux États-Unis. Le ministre de la Défense a expliqué qu'il appartiendra à GM, qui est le maître d'œuvre du projet, de choisir ses fournisseurs. Le contrat comprend aussi, outre les frais de gestion, le coût des pièces de rechange,

des munitions, etc. L'entente portera dans un premier temps sur l'acquisition, sur quatre ans, de 240 véhicules à un coût approximatif de 800 millions. Elle prévoiera des « options » pour l'achat de trois lots de 120, 120 et 171 véhicules similaires, au même prix, au cours des années qui suivront. Le coût d'achat des 651 véhicules est inscrit dans les budgets gouvernementaux et, compte tenu de l'inflation, dépassera largement le montant annoncé hier.

Quelque 300 personnes, dont les deux tiers sont des civils et le reste des militaires, travailleront à la remise à neuf des M113 à la base de Longue-Pointe.

### « Gaspillage éhonté »

Le député Jean-Marc Jacob, du Bloc québécois, soutient que l'achat de véhicules neufs constitue un « gaspillage éhonté ». Selon des chiffres qu'il dit avoir obtenus de la Défense, ce ministère possède déjà 1 700 véhicules de ce genre et seulement 214 d'entre eux sont utilisés par le Canada pour sa mission en ex-Yougoslavie. Il trouve par ailleurs

injustifié qu'aucune garantie n'ait été offerte au Québec, « déjà fort déficitaire au niveau des investissements fédéraux en matière de défense », quant aux retombées économiques et technologiques de la construction des véhicules neufs.

M. Collette a déclaré au cours de sa conférence de presse qu'il n'était pas question de payer plus cher dans le seul but de créer des emplois dans une région du Canada. Il a aussi expliqué qu'une partie des contrats a été réservée au Nouveau-Brunswick parce que la fermeture de la base militaire de Chatham avait des effets fort négatifs sur la région.

Le Parti réformiste de Preston Manning a affirmé que la décision de faire effectuer une partie des travaux à Montréal plutôt que de tout donner à Chatham « pue le favoritisme régional ». Des militaires ont expliqué hier au cours d'une rencontre de presse que les techniciens civils et militaires de Longue-Pointe s'occupaient de l'entretien des M113 depuis leur mise en service, soit depuis une trentaine d'années.



### Tintamarre électoral en Acadie

En vue des élections du 11 septembre, les politiciens du Nouveau-Brunswick n'ont pas manqué de faire campagne en Acadie à l'occasion du Tintamarre, fête commémorant la déportation de milliers d'Acadiens au XVIII<sup>e</sup> siècle. Ci-dessus, le chef conservateur Bernard Valcourt au cours d'une visite à Caraquet mardi.

## « Bouchard a sombré dans le mépris »

### Le chef du PLQ réplique aux propos tenus lors de l'assemblée d'Alma

GILLES NORMAND  
du bureau de La Presse  
QUÉBEC

Comme si on était au cœur même de la campagne référendaire qui n'est pas encore officiellement commencée, comme si les propos du chef du Bloc québécois, à Alma, l'avaient touché jusqu'aux visères, quand il l'a réduit au rang de subalterne de Jean Chrétien pour la campagne référendaire, le chef du PLQ, Daniel Johnson, a accusé Lucien Bouchard de mépris envers les Québécois qui ne pensent pas comme lui.

Au cours d'une conférence de presse donnée hier à Québec, M. Johnson a affirmé que M. Bouchard avait déclaré, la veille, à Alma, que quiconque votait NON n'était pas un Québécois. Le chef libéral a fait cette affirmation en anglais et a soutenu qu'il reprenait là une citation textuelle de ce qu'aurait dit M. Bouchard.

Non seulement l'entourage de M. Bouchard nie-t-il fermement qu'il ait tenu ces propos, mais l'enregistrement complet du discours du chef du Bloc n'en fait aucunement mention.

Qu'importe, M. Johnson accuse donc Lucien Bouchard d'avoir « sombré dans le mépris des Québécois qui ne pensent pas comme lui ». « Moi, j'aimerais bien que Lucien Bouchard vienne me dire et me prouver à ma face à moi, Québécois, que je ne serai plus québécois si je



Daniel Johnson

vote NON. Qu'est-ce qui permet à Lucien Bouchard, du haut de je ne sais trop quelle chaire, d'attribuer l'identité québécoise à un tel plutôt qu'à un tel ? » a lancé M. Johnson avec conviction.

### Une rencontre au 24 Sussex

Le chef libéral venait alors de répondre à un scribe qui lui demandait ce qu'il avait à répondre à M. Bouchard qui a dit que le véritable chef du camp

du NON, c'est Jean Chrétien. Invité à expliquer cette visite avec son partenaire Michel Bélanger, le 29 juin, au 24, Sussex Drive, à Ottawa, la résidence de Jean Chrétien, M. Johnson a expliqué que « c'était beaucoup plus pratique à Ottawa, le 29, qu'à Montréal, le 30 juin ».

Pour en revenir aux propos qu'il a tenus devant les jeunes libéraux en fin de semaine, par exemple qu'il voulait une ronde constitutionnelle avec le Canada anglais pour obtenir une reconnaissance du Québec comme société distincte ainsi que la récupération du droit de veto perdu lors du rapatriement unilatéral de la Constitution, en 1982, M. Johnson ne s'inquiète pas des réactions de surprise qui ont suivi du côté d'Ottawa.

Il a déclaré hier y voir « une ouverture ». « Lorsqu'on veut avancer, il faut faire le bilan. Le bilan est que, à l'égard du processus de négociations constitutionnelles, il est d'une nature telle que des changements ont presque été effectués, mais ont échoué sur le processus et non pas sur le fond », explique-t-il. « Lorsqu'on revient sur les données fondamentales, et il est évident, et le premier ministre de l'Ontario l'a dit avant-hier, il y a un sentiment, il y a je dirais plus qu'une... une volonté de regarder à nouveau comment nous pouvons évoluer comme société à l'intérieur de la fédération canadienne, entre partenaires. Bon, alors ça, ça va se définir », ajoute-t-il.

## « L'attachement doit être réciproque »

### Bouchard commente un sondage sur l'estime des Québécois pour le Canada

GILLES NORMAND  
du bureau de La Presse  
QUÉBEC

Le chef du Bloc québécois, Lucien Bouchard, invite les Canadiens anglais à profiter de la tenue du référendum au Québec pour se pencher eux aussi sur leur avenir.

« C'est très très bon, la démarche entreprise par le camp du OUI pour clarifier les choses, pour briser l'impasse. De sorte qu'il n'y ait pas seulement les Québécois qui se penchent sur leur avenir, mais que les Canadiens anglais aussi le fassent pour une fois », a souligné le chef de l'opposition aux Communes, alors qu'il faisait hier son entrée au « bunker », l'édifice abritant les bureaux du premier ministre Parizeau où se tenait une réunion entre les trois chefs signataires de l'entente du 12 juin.

Interrogé quant au sondage publié hier dans le Globe and Mail de Toronto qui indique qu'une majorité de Québécois sont attachés au Canada, M. Bouchard a répondu que c'était pour cette raison que le camp du OUI avait accouché d'une

entente proposant une offre de partenariat. Il n'a pas manqué l'occasion d'affirmer que ce sondage était « vieux du mois de mars », et avait été réalisé avant l'entente.

Selon les données de cette enquête, 91 p. cent des sondés estiment que le Canada est un pays dans lequel il fait bon vivre. Soixante-cinq pour cent sont d'avis que le Québec devrait rester au sein du Canada, alors que 30 p. cent croient que la province devrait se séparer. Mais 49 p. cent des personnes interrogées affirment qu'Ottawa n'écoute pas les demandes du Québec.

M. Bouchard souligne qu'une caractéristique de la proposition de souveraineté comporte « une attitude d'ouverture et de générosité vis-à-vis du Canada ». « Ce n'est dirigé contre personne, c'est l'affirmation de ce qu'on veut », dit-il. « Mais cet attachement ne doit pas être unilatéral », prévient-il. « Si nous avons raison d'éprouver un attachement pour le maintien des liens économiques et politiques avec le reste du Canada, il faudrait que ce soit réciproque. On va tester une chose importante, là. On va savoir si les Canadiens anglais ont la même attitude vis-à-vis du Québec ». a-t-il enchaîné.

### Sondage Gallup

## Le Canada reste rouge, rouge, rouge

Bien que le Parti conservateur ait reçu un peu plus d'appuis au cours des derniers mois et que le Parti réformiste ait lui aussi connu un regain de popularité le mois dernier, le Parti libéral fédéral continue de dominer la course à la faveur populaire à Ottawa.

Ce mois-ci, selon le plus récent sondage Gallup, 56 p. cent des Canadiens dont l'opinion est arrêtée voterait pour les libéraux si des élections avaient lieu. Il s'agit d'une hausse minime par rapport aux 55 p. cent obtenus le mois dernier. Au cours des trois derniers mois, les libéraux ont toujours obtenu en moyenne ce résultat.

Le Parti réformiste obtient 12 p. cent des appuis. Le parti de Preston Manning met ainsi fin à la tendance à la baisse observée au cours des derniers mois: 15 p. cent des voix en avril, 11 p. cent en mai, 10 p. cent en juin et 9 p. cent le mois dernier. Inversement, l'appui accordé aux conservateurs fédéraux diminue pour un deuxième mois consécutif, après avoir atteint un sommet jamais égalé en 22 mois de 20 p. cent des intentions de vote, en juin. Quinze p. cent des Canadiens déjà décidés appuieraient le Parti conservateur dirigé par Jean Charest si des élections se tenaient aujourd'hui, comparativement à 17 p. cent le mois dernier et 20 p. cent en juin.

Huit p. cent des Canadiens — et 33 p. cent des Québécois — voterait pour le Bloc québécois, une légère baisse par rapport aux 9 p. cent obtenus en juillet. Le Nouveau parti démocratique suit exactement la même courbe.

Un p. cent des électeurs voterait plutôt pour d'autres partis lors d'élections fédérales, tout comme au cours des quatre derniers mois. Enfin, 31 p. cent des Canadiens ignorent pour quel parti ils voteront, une baisse par rapport aux 36 p. cent d'indécis du mois dernier.

### Région par région

Dans trois des cinq régions géographiques du Canada — les Maritimes, l'Ontario et la Colombie-Britannique — plus de six électeurs sur 10 (62 p. cent) appuient les libéraux de Jean Chrétien. Dans les provinces maritimes, le Parti conservateur, avec 30 p. cent des intentions de vote, est le seul rival sérieux du Parti libéral. Les conservateurs se classent aussi au deuxième rang en Ontario, tout en n'obtenant que 18 p. cent des intentions de vote. En Colombie-Britannique, le Parti réformiste arrive loin au deuxième rang, derrière les libéraux, avec 21 p. cent des voix.

Au Québec, où les libéraux et les bloquistes font campagne à deux pour la première position, les libéraux sont largement en tête. Cinquante-huit p. cent des Québécois voteront pour le Parti libéral fédéral, comparativement à 33 p. cent pour le Bloc québécois.

Dans les Prairies, les résultats sont plus serrés. Trente-sept p. cent des habitants appuient les libéraux, alors que 30 p. cent d'entre eux préfèrent le Parti réformiste. Les conservateurs reçoivent 17 p. cent des intentions de vote et le NPD, 15 p. cent.

### Méthodologie

Les résultats de ce sondage sont basés sur 1 005 entrevues téléphoniques réalisées entre le 4 et le 10 juillet avec des adultes de 18 ans et plus. Un échantillon de cette taille est précis 19 fois sur 20, avec une marge d'erreur de 3,1 points de pourcentage. La marge d'erreur est plus grande lorsque l'échantillon est plus petit, par exemple au Québec, où 269 entrevues ont été réalisées, avec une marge d'erreur de six points, 19 fois sur 20.

## Les fédéralistes « débarquent » à Paspébiac

Presse Canadienne  
QUÉBEC

Après Alma, un vent préférendaire soufflera sur la Gaspésie et les Îles-de-la-Madeleine en fin de semaine.

À l'invitation du maire de Paspébiac et de la famille Levesque, le premier ministre Jean Chrétien et le chef libéral du Québec Daniel Johnson partageront une même tribune samedi à Paspébiac pour inaugurer un boulevard en l'honneur du défunt ministre des Finances du Québec Gérard D. Levesque.

« Daniel Johnson est un proche, tout comme M. Chrétien », a précisé le député libéral fédéral de Bonaventure-Îles-de-la-Madeleine, Patrick Gagnon.

Mais comme le hasard fait bien les choses, cet événement pourrait aussi donner un avant-goût de la campagne référendaire.

Bien qu'on insiste à Ottawa comme à Québec qu'il ne s'agit pas du lancement de la campagne référendaire du Non, M. Gagnon y voit « une riposte au lancement de MM. Parizeau, Bouchard et le nouveau-né, Mario Dumont », a-t-il ironisé, en parlant du coup d'envoi lancé mercredi à Alma par les chefs souverainistes.

« La riposte n'est pas le but, a précisé M. Gagnon mais les circonstances l'ont voulue ».

Selon lui, la réaction des militants et de la population à la visite de M. Chrétien pourrait être révélatrice, surtout que la grande région de la Gaspésie et des Îles « se compare au Saguenay-Lac-Saint-Jean » en ce qu'elle est rurale et très québécoise.

## Rapport Gilbert : une police sans contrôle

Le rapport du coroner Guy Gilbert, rendu public hier, dresse un portrait terrifiant de la Sûreté du Québec. À la lecture de ce document qui retrace la genèse de la crise d'Okla, on est pris de stupeur devant l'incompétence et l'arrogance de ce corps policier qui, le 11 juillet 90, s'est lancé dans une opération aussi inutile que mal orchestrée. Avec le résultat malheureux que l'on sait.



La publication prématurée de ce document, à la faveur d'une fuite, a donné l'impression que le coroner réserve l'essentiel de son blâme aux gouvernements et à leur incurie. Ce n'est pas le cas.

D'accord, le rapport Gilbert n'épargne personne. Ni les élus municipaux d'Okla, ni les Warriors, ni Ottawa, ni les ministres québécois mêlés à ce dossier. Seul dans sa barque, l'ex-ministre John Ciaccia avait déployé des efforts dignes de mention pour éviter l'escalade. À cette exception près, les errements de toute la caste politique, son indifférence et sa méconnaissance des faits, ont contribué à transformer un conflit relativement limité en une crise sociale aiguë.

Mais c'est à la SQ, et à elle seule, que revient la responsabilité d'une opération qui, miraculeusement, n'a fait qu'un seul mort. Plus que ça : ce qui ressort du rapport, c'est que la police provinciale constitue un État dans l'État, qui se croit permis

d'envoyer paître les politiciens, de mettre en danger la vie de ses hommes et de se soustraire à toute critique.

Il est assez troublant de constater que les seules fois où le coroner Gilbert met en doute l'honnêteté des témoignages qui lui ont été présentés, il s'agit toujours de témoins de la SQ. Son rapport ne parle pas de mensonge, mais c'est tout comme. Il soupçonne la SQ d'avoir faussement prétendu n'avoir pas pu enregistrer ses « communications opérationnelles » du 11 juillet. Il se demande si un document analysant les risques de l'intervention n'a pas été amputé de quelques pages. Il affirme que la direction de la SQ savait que des coups de feu ont été tirés à l'aube du 11 juillet, mais a préféré le nier.

Il s'agit, rappelons-le, de témoignages sous serment, et les soupçons de M. Gilbert sont en soi très graves. Cela s'ajoute au fait que c'est du côté de la police que sont venues toutes les tentatives de paralyser l'enquête. À la collusion dont les policiers ont fait preuve lors de leurs témoignages. Bref, un refus systématique de collaborer à une démarche entreprise par un gouvernement que la SQ est censée servir, pour éclairer une population qu'elle est censée protéger.

Ce qui frappe également dans le rapport du coroner, c'est que la direction de la SQ n'a pas jugé bon d'avertir « son » ministre de ses intentions. Selon des témoignages, aux yeux de la SQ, il n'y a pas de règles établies à ce chapitre, et c'est la « personnalité » d'un ministre qui détermine l'information à laquelle il a droit. Les lois actuelles comportent effectivement une part de flou à cet égard. Mais la manière badine dont le directeur de

la SQ a répondu à l'attachée politique de M. Elkas, qui lui demandait des nouvelles la veille de l'intervention, en dit long sur la mentalité qui règne au sein de ce corps policier.

L'enquête du coroner révèle un autre mal, tout aussi inquiétant : l'incompétence. Le plan d'intervention datait... du mois de mai. Il ne disait pas qui devait faire quoi. Il n'a pas été montré aux agents qui ont été envoyés sur le terrain. Pis que ça : alors que la direction de la SQ savait pertinemment que les Mohawks étaient armés, elle s'est contentée de dire à ses hommes qu'il y avait un risque de présence d'armes. Ce petit détail sémantique peut faire toute la différence.

Bref, l'enquête du coroner confirme que l'intervention du 11 juillet était totalement injustifiée, d'autant plus qu'aucun acte criminel n'avait été commis par les occupants de la pinède et que les possibilités de négociation n'avaient pas été épuisées. Mais elle met aussi en lumière son total amateurisme. Jusqu'à maintenant, la SQ s'est refusée à tout examen de conscience. Quant aux « vétérans » d'Okla, non seulement ils n'ont jamais rendu de comptes de leurs erreurs, mais le principal responsable du « flop » du 11 juillet vient d'être nommé par Québec à la présidence du Service général d'inspection des corps policiers - la police des polices. Cela promet !

Souhaitons que Québec évite la tentation de récupération politique que recèle, forcément, le rapport Gilbert, et s'en serve surtout pour soigner un corps policier qui est manifestement mal en point.

Agnès GRUDA

## La porte !

On ne badine pas avec la discipline au ministère québécois des Affaires internationales. Un mot de trop et c'est la porte. Sur le champ. Même à cinq jours de la retraite. Quels que soient ses états de service. Surtout si on a été un adversaire politique et qu'on se laisse aller à critiquer un favori du pouvoir.



Gilles Houde, qui était jusqu'à lundi directeur de l'Office du tourisme du Québec, à Paris, vient de l'apprendre à ses dépens. À la veille de son retour définitif, ce dernier a accepté de faire part à la *Presse Canadienne* de ses observations sur l'engouement dont font preuve les touristes français envers le Québec. Ce qui l'a amené à exprimer son inquiétude devant le développement d'un tourisme « bas de gamme » et son souhait que le Québec mette aussi l'accent sur des programmes de haut standing destinés à un public disposé à dépenser plus pour un produit un peu plus sophistiqué.

Rien là de quoi fouetter un chat ! Surtout de la part de celui qui, depuis quatre ans, s'est si bien acquitté de sa tâche qu'il a déjà eu droit aux éloges de ses patrons. S'il s'en était tenu à ces propos, nul doute que seule la ministre du Tourisme aurait vu dans ces considérations générales une critique inadmissible chez un fonctionnaire.

Malheureusement pour lui, M. Houde, avec son franc-parler bien connu, s'est aussi permis des remarques désobligeantes, carrément inopportunes dans le cadre de ses fonctions, sur la pertinence du mandat confié à Yves Michaud d'aller faire du lobby en France en prévision du référendum. Dans un régime et plus encore dans un ministère où prévaut la règle du « crois ou meurs ! », c'était une erreur à ne pas commettre.

Dès lors, sa faute mineure — avoir parlé à un journaliste sans permission — devenait un crime majeur passible de la plus sévère sanction. Et ses critiques, somme toute bien anodines, prenaient aux yeux de ses patrons la dimension d'un incident diplomatique entre la France et le Québec. D'où le congédiement brutal assorti de la perte de tous les bénéfices auxquels il aurait eu droit... à la fin de la semaine !

Cette réaction excessive est éloquent quant au sort qui menace tout fonctionnaire qui serait enclin à critiquer le gouvernement. Ou ses amis. Mais elle prouve également qu'au Québec, il n'y a pas que le tourisme français qui soit cheap. Certains ministres aussi.

Pierre GRAVEL

## La boîte aux lettres

### Il faut cesser de croire que les maisons ne se vendent plus

Un article paru dans *La Presse* du 10 août dernier et traitant du marché immobilier a soulevé notre indignation.

Même si la photo publiée montrait des enseignes de RE/MAX pour le Québec, le contenu de l'article ne transmettait aucunement notre pensée, ni celle de l'agent visé. De plus, l'article en question ne fermait que des commentaires provenant de marchés extérieurs au Québec.

Il est vrai que le marché ne vit pas ses plus belles années. Par contre, il est toujours possible de vendre sa maison lorsque le prix est conforme à la demande. Il faut également garder en mémoire que la plus-value souhaitée, mais non réalisée sur la vente d'une maison, est largement récupérée à l'achat d'une autre. Cependant, il est utopique de croire qu'un agent immobilier, si compétent soit-il, puisse garantir la vente d'une maison à l'intérieur d'un délai de 60 jours, tel que suggéré dans l'article.

L'agent immobilier, tout comme le client, a à cœur de vendre la maison puisqu'il s'agit de son unique gagne-pain. C'est sûr qu'il doit accomplir des efforts raisonnables pour la commercialisation de la maison. Par contre l'agent ne peut être tenu responsable de l'état du marché, ni de la perte sur l'immeuble, le cas échéant.

L'agent doit travailler au moins 2 ou 3 fois plus fort dans le contexte actuel et reçoit en prime la frustration compréhensible des clients. Une maison, selon sa région, son état, l'échelle de prix dans laquelle elle se situe, le type d'acheteur qu'elle intéresse et le temps de l'année, peut requérir jusqu'à 6 mois, 10 mois ou même un an avant d'être vendue. Nous trouvons farfelu de conseiller d'accorder un mandat de vendre d'une durée de 60 jours à un

agent puisque, si ce dernier est sérieux et qualifié, il ne sera probablement pas intéressé à l'obtenir pour un si court délai. En effet, il ne disposera pas de suffisamment de temps pour obtenir les résultats souhaités et il ne sera pas intéressé à nuire à sa réputation.

Nous conseillons donc aux clients-vendeurs, qui sont déterminés à vendre, de fixer avec l'aide de l'agent un prix juste qui se compare d'une façon réaliste aux prix obtenus sur le marché. Il est préférable d'accepter une baisse immédiate plutôt que d'attendre quelques mois d'inactivité avant de réajuster son prix.

Le vendeur a souvent tendance à demander un prix plus élevé au début et ne se convainc de baisser son prix que plusieurs mois plus tard, alors que l'activité plus intense sur une maison survient généralement au début de son entrée dans le marché.

Il ne faut pas non plus s'offusquer des commentaires d'acheteurs potentiels qui visitent la maison et qui n'accordent peut-être pas toujours une valeur monétaire à certains aspects d'ordre sentimental du client-vendeur.

Il n'est pas conseillé non plus de rejeter du revers de la main une offre faite par un acheteur, même si elle apparaît ridiculement basse. Il s'agit souvent d'une offre de départ pour des négociations qui mènent souvent à la réalisation d'une vente.

Les acheteurs ont pris cette habitude depuis quelques années.

Il est aussi préférable de se faire discret lors de la visite des lieux par un agent avec un acheteur potentiel.

En conclusion, il faut cesser de croire que les maisons ne se vendent plus. Le réseau RE/MAX a aidé à effectuer quelques 35 000 transactions au cours de l'année 1994.

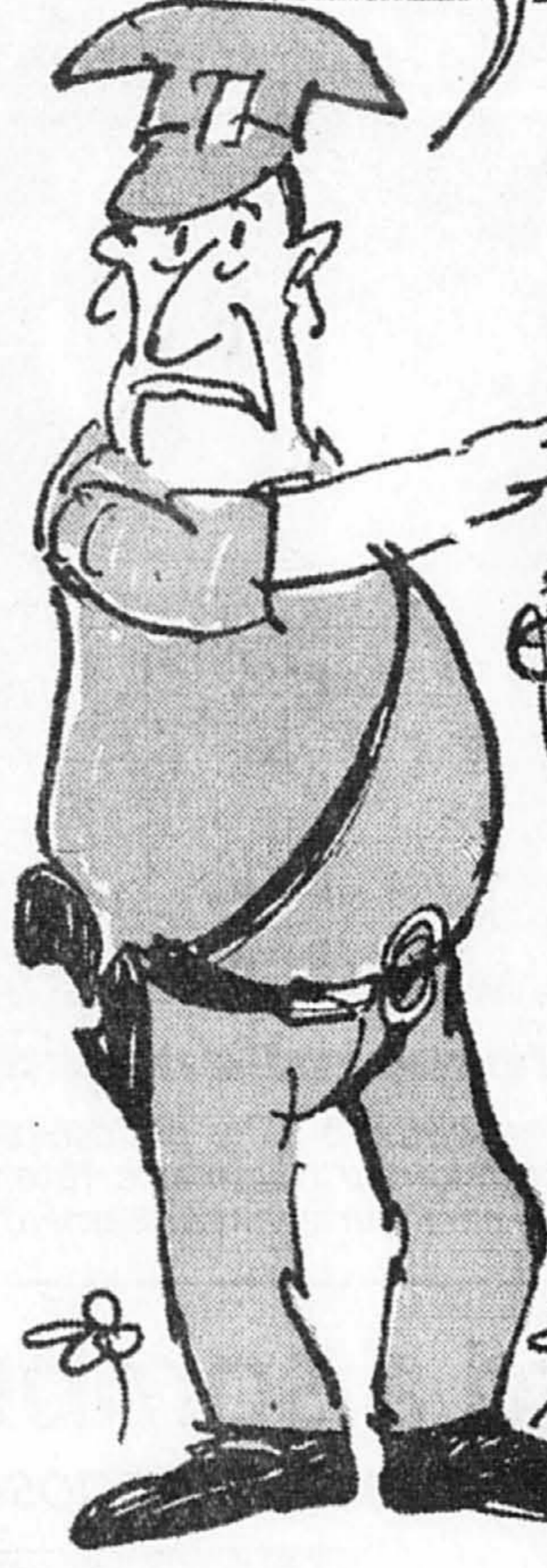
Carole DROLET  
vice-présidente et directrice générale,  
RE/MAX Québec

## LA MORT DU CAPORAL LEMAY

AH ! MAIS C'EST PAS NOUS... C'EST EUX.



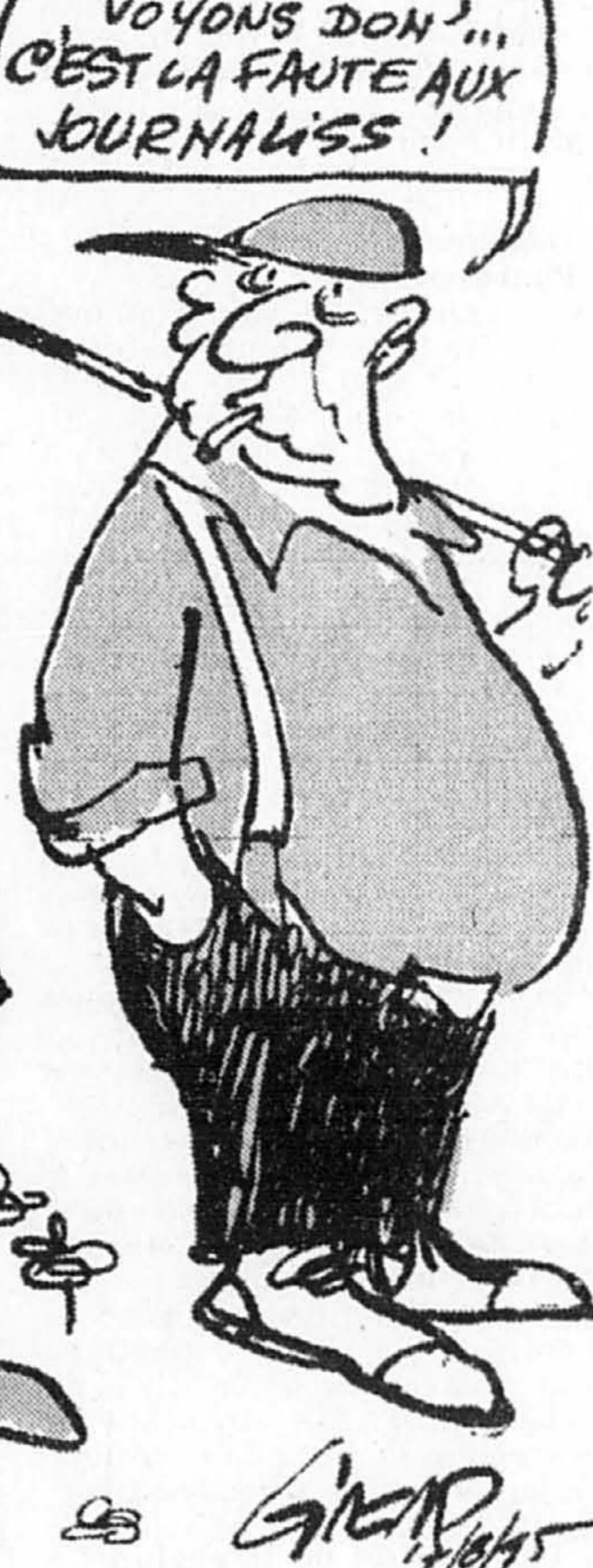
... C'EST À CAUSE D'EUX AUT'



... CINQ ANS PLUS TARD

WHO'S THAT GUY ?

VOYONS DON'... C'EST LA FAUTE AUX JOURNALISS !



DROITS RÉSERVÉS

### Opportunisme éhonté ?

L'article « Référendum : non à un délai d'un an » (*La Presse*, 12-8-1995) me donne l'occasion de dire à mon ami Pierre de Bellefeuille et à l'équipe avec laquelle il signe que je suis d'accord : un référendum doit porter sur une question unique et claire : « Voulez-vous l'indépendance immédiate ? » Les arguments donnés dans le dernier paragraphe sont convaincants.

Ce qui précède dans l'article, malheureusement, me semble aller à l'encontre de la logique, de la démocratie, ou de la vérité.

On nous dit d'abord que les « nostalgiques des deux nations... empêchent le Québec de choisir son avenir politique ». Sauf erreur, il y a déjà eu un référendum et les Québécois étaient « prêts à faire un choix qui engage l'avenir » ; le Québec a choisi. Prétendre qu'il n'a pas choisi ne peut s'interpréter que d'une façon : il n'a pas choisi comme je voulais ; donc ça ne compte pas.

Parler d'une ambiguïté politique « qui anémie le Québec depuis des générations » peut marquer des points auprès de gens qui n'ont jamais mis les pieds ici. Si l'on a connu le Québec d'il y a 30 ou 40 ans, comment peut-on de bonne foi parler d'anémie ? Que ce soit en pouvoirs exercés, en langue, en création artistique, ou en économie, on a été témoin de tout sauf d'anémie.

Dire que « le peuple sera dépouillé de sa souveraineté » fait affront à l'intelligence des Québécois : qui peut me dépouiller d'un million de dollars que je n'ai pas ? Comme démagogie, on ne fait pas mieux.

Ce qui me paraît le plus grave, c'est qu'on nous parle des « effets irréversibles » sans la moindre mention de la majorité qu'il faudrait. La majorité de 50 % plus 1 est normale pour des décisions sur lesquelles une autre majorité peut revenir plus tard. Ce n'est nulle

part une majorité acceptable pour une décision irréversible. Pas même au Québec, où le Code civil exige (Art. 356) la majorité des deux tiers pour dissoudre une association de droit privé. Se contenter de moins pour changer un pays relève d'un opportunisme éhonté.

Si une majorité des deux tiers se prononce pour la séparation, j'accepterai de bon cœur le verdict. Si la séparation se fait sur la base d'une majorité de 50 p. cent, je serai parmi les 30 ou 40 p. cent qui ne seront plus dans le pays où ils aimeraient être. Et le paradoxe, c'est que ceux qui sont ici par choix (immigration) subiront une décision voulue par ceux (ou certains d'entre eux) qui sont ici par hasard (naissance). On aura créé une division dans la population du Québec qui sera plus difficile encore à faire disparaître que la division actuelle entre Canadiens.

Pierre MEURICE  
Montréal

### Référendum : il est minuit moins cinq

MM. Dubuc et Adam, ainsi que Mme Gagnon, ont insisté, dans leurs articles respectifs du samedi 5 août, pour nous dire que notre ami Daniel et son PLQ n'avaient pas à nous faire de proposition constitutionnelle car le débat porte sur la souveraineté.

Je désapprouve votre position et me rallie plutôt à celle des jeunes du PLQ qui invitent leur chef à avoir quelque chose à offrir au peuple québécois : un itinéraire et une option.

En 92, à Charlottetown, M. Parizeau disait clairement qu'un NON au référendum n'était pas un OUI à la souveraineté, mais il ne cachait pas pour autant son plan de match et son option. Un parti politique se doit d'avoir une ligne directrice et un objectif à atteindre. Les Québécoises et les Québécois peuvent se pencher sur une question

nationale d'envergure tout en connaissant une alternative potentielle à l'offre faite ; il me semble que leur choix ne sera que facilité et beaucoup plus éclairé.

En affaires, quand je négocie avec mon fournisseur, j'aime avoir la nature exacte du produit qu'il m'offre, ainsi que les clauses et les termes du contrat. Mais je magasine. Si son concurrent me dit qu'il peut faire mieux, je veux voir le descriptif. Imaginez : il refuse de me donner son descriptif et me dit de lui faire confiance. C'est du sérieux mon affaire ; pas de temps à perdre avec ceux qui jouent avec mon entreprise... ou mon pays !

Le peuple québécois ne peut être que gagnant en sachant le mieux possible ce que nous offrent nos dirigeants politiques : on veut voir les descriptifs. Comme toujours, on semble vouloir se permettre des choses en politique qui, en affaires, ne pardonnent pas et vous mènent à la faillite. C'est donc un appel d'offres en bonne et due forme que les jeunes du PLQ demandent, et je convie M. Johnson et ses troupes à y répondre.

Date limite pour le dépôt des documents : fin octobre. Il est minuit moins cinq.

Sébastien DEMERS  
Montréal

### Incompétence de Tennis-Canada

J'aimerais, par la présente, féliciter le journaliste Gilles Blanchard qui a publié un excellent article intitulé : « André Lemaire reprend la route aux cotés de Sébastien Leblanc ». C'est avec plaisir que je m'associe à ceux qui donnent leur entier support au « jeune Leblanc ».

Par contre, je déplore encore une fois l'incompétence de Tennis-Canada.

Jean-Paul MASSICOTTE  
Trois-Rivières Ouest



## L'EXPRESS INTERNATIONAL

### TCHÉCHÉNIÉ

#### Premières armes rendues

■ Quelque 30 combattants tchéchènes ont déposé hier les armes à Zandak, une localité du sud-est de la Tchétchénie, un geste symbolique censé lancer le désarmement des indépendantistes, mais qui a illustré toute la difficulté de ce processus. Au lendemain d'un ultimatum du président Boris Eltsine enjoignant les indépendantistes à désarmer « immédiatement », faute de quoi le Kremlin « emploierait toute la détermination nécessaire » pour les contraindre, ces combattants ont formellement rendu 30 lance-grenades, 30 Kalachnikov, six grenades, trois mitrailleuses et 18 mines. Mais les combattants — qui ont reçu en échange de leurs armes une compensation financière substantielle — ont récupéré ensuite l'essentiel de leurs armes après avoir constitué un « bataillon d'auto-défense ». Les négociations entre délégations russe et tchéchène, interrompues depuis deux jours, doivent en principe reprendre aujourd'hui sous l'égide de l'OSCE à Grozny.

d'après AFP

### SAO TOME

#### Les putschistes négocient

■ Les putschistes de Sao Tomé et Príncipe ont ouvert des négociations hier avec les partis politiques pour former une junte ou un « gouvernement de gestion », alors que les menaces d'arrêt de toute aide internationale les placent dans une position difficilement tenable. Ils ont annoncé qu'ils avaient accepté la médiation proposée par le président angolais Eduardo dos Santos. Le président Miguel Trovoada, arrêté mardi aux premières heures du coup d'État, se trouvait hier aux mains des soldats, qui se sont engagés à le « transférer » dans une villa près du palais présidentiel où il « pourra recevoir qui il veut et mener une vie normale ». Dès mardi, les principaux partenaires et bailleurs de fonds ont commencé à condamner le coup d'État. Lisbonne, Paris, Washington et la Commission européenne ont appelé au rétablissement de la légalité constitutionnelle. Les États-Unis ont décidé hier de suspendre leur aide à l'archipel. La France et l'Europe ont également menacé explicitement de couper l'aide en cas de refus des militaires.

d'après AFP

### FRANCE-NUCLÉAIRE

#### Chirac confirme

■ Le président Jacques Chirac a confirmé l'engagement de la France à renoncer à partir de l'automne de 1996 à tout essai nucléaire, y compris de très faible intensité, dans un courrier adressé aux chefs d'État et de gouvernement de plusieurs pays d'Asie, du Pacifique et de l'Amérique Latine, a annoncé hier la présidence dans un communiqué. « Le président leur rappelle notamment l'engagement de la France de signer le traité d'interdiction complète des essais nucléaires à l'automne 1996 et de leur marquer toute l'importance que revêt, dans cette perspective, l'initiative annoncée le 10 août dernier par le représentant permanent de la France auprès de la Conférence du désarmement à Genève visant à l'interdiction de tout essai nucléaire quel qu'en soit le niveau ». M. Chirac avait annoncé le 13 juin sa « double décision » consistant à mettre fin, pour une dernière série d'explosions limitées à huit, au moratoire nucléaire en vigueur depuis 1992 et à signer « sans réserve » à l'automne de 1996 le traité d'interdiction des expériences nucléaires.

d'après AFP

### COSTA RICA

#### Néo-libéralisme revu

■ Le gouvernement du Costa Rica a accepté hier d'entamer des négociations pour mettre fin à la grève que les 50 000 enseignants du pays poursuivent depuis un mois et de réexaminer son programme néo-libéral de « restructuration de l'État ». Le gouvernement social-démocrate du président José María Figueres discutera notamment avec les enseignants la loi sur le nouveau régime de retraite par capitalisation votée par le parlement le 8 juillet dernier et qui augmente leurs cotisations tout en diminuant le montant de leurs pensions. Le gouvernement a également accepté de négocier une augmentation salariale pour les employés du secteur public et de revoir la situation de plusieurs organismes et institutions de l'État, dont la fermeture ou la restructuration avait été annoncée. Plus de 100 000 personnes avaient défilé dans les rues de San José contre la politique néolibérale inspirée par le Fonds monétaire international, le 31 juillet dernier. La police avait alors dispersé avec une violence jamais vue dans le pays un petit nombre de manifestants qui s'étaient regroupés devant le palais présidentiel.

d'après AFP

## L'embargo sur les armes au Rwanda suspendu

### L'Ouganda assure Kigali de son entier soutien en cas d'attaque hutue

d'après AFP  
NEW YORK

Le Conseil de sécurité de l'ONU a suspendu hier pour un an l'embargo sur les livraisons d'armes au Rwanda, qui avait été imposé en mai 1994 contre l'ancien régime de Kigali à majorité hutue.

Parallèlement, le président de l'Ouganda, Yoweri Museveni, a consacré hier l'émergence d'un « axe Kampala-Kigali » de résistance aux leaders africains « réactionnaires » et a sévèrement mis en garde les réfugiés hutus contre toute tentative de reprendre la guerre pour reconquérir le pouvoir au Rwanda.

Un brutal regain de tension était d'ailleurs enregistré aux frontières du Zaïre avec le Rwanda et le Burundi, après que Kinshasa eut dénoncé mardi soir un risque d'attaque des camps de réfugiés hutus établis sur son territoire, par une force armée tutsie conjointe du Rwanda et du Burundi.

Le Zaïre, opposé à la levée de l'embargo sur les armes, a menacé d'expulser le million de réfugiés rwandais présents sur son territoire, estimant que la communauté internationale n'avait pas

fait le nécessaire pour « alléger son fardeau », selon le représentant zairois à l'ONU, Lukabu Khabouji N'Zaji.

Dans une résolution (1011) adoptée à l'unanimité hier soir à New York, le Conseil de sécurité a précisé que l'embargo était suspendu jusqu'au 1<sup>er</sup> septembre 1996. Cette mesure fait suite à une demande du nouveau gouvernement rwandais à majorité tutsie, qui craint une offensive des milices hutues lancée à partir des camps de réfugiés situés dans les pays voisins, et notamment au Zaïre.

Kigali, soutenu au Conseil de sécurité par les pays non alignés et par les États-Unis, souhaitait obtenir une levée pure et simple de l'embargo. Le gouvernement FPR s'estimait pénalisé par une mesure initialement destinée à l'ancien régime de Kigali, dont les soldats hutus présents dans les camps de réfugiés profiteraient du marché noir pour acquérir des armements.

Cependant, les pays européens, et en particulier la France, ont tenu à ce que la résolution n'autorise qu'une suspension de l'embargo, et qu'elle soit assortie de certaines restrictions, destinées à exercer un certain contrôle sur les livraisons d'armes. Les armements de-

vront entre autres être acheminés « par des points d'entrée désignés », que Kigali devra communiquer à l'ONU.

Par ailleurs, le secrétaire général Boutros Boutros-Ghali a été chargé de présenter « dès que possible » des recommandations concernant la création d'une commission d'enquête sur les livraisons d'armes aux anciennes forces gouvernementales rwandaises dans la région des Grands Lacs.

Au terme d'une visite officielle de trois jours, le président ougandais a assuré les anciens rebelles tutsis du Front patriotique rwandais (FPR) de l'entier soutien de Kampala, inscrivant l'Ouganda et le Rwanda dans un même mouvement de « forces modernes et progressistes, qui pourront transformer le continent africain ».

S'adressant hier matin à quelque 20 000 habitants de Kigali, M. Museveni a mis en garde les ex-Forces armées rwandaises (FAR), défaits par le FPR et réfugiés au Zaïre, contre toute tentative de guerre de reconquête du pouvoir, qui ne pourrait se solder que par leur déroute.

Il a largement identifié la cause du FPR à celle de son propre régime, aversant : « Nous savons combattre et je voudrais avertir les groupes qui se-

raient tentés de commencer une nouvelle guerre dans la région que nous aurons y mettre fin. »

Les forces du FPR ont été formées dans les rangs de l'Armée de résistance nationale (NRA) de M. Museveni, qui a pris le pouvoir à Kampala en janvier 1986.

Au cours d'une conférence de presse, M. Museveni a toutefois indiqué qu'il n'avait pas en vue une « alliance militaire » entre Kampala et Kigali, notamment contre le Zaïre et le Soudan.

« Je n'ai parlé que d'un mouvement de forces modernes et progressistes », unissant les deux capitales, et « j'ai voulu souligner clairement que les forces modernes résisteront aux forces réactionnaires passées », a souligné M. Museveni.

Au cours de sa visite, le président ougandais a plusieurs fois appelé les dirigeants rwandais à trouver une solution au problème du retour des Hutus qui n'ont pas planifié le génocide et sont toujours des centaines de milliers réfugiés dans les pays voisins du Rwanda. Il a estimé qu'il s'agissait d'un facteur de « déstabilisation » qui doit être éliminé, appelant Kigali à adopter des mesures qui permettent de vaincre la « peur » de ces réfugiés hutus.

## Le nettoyage ethnique de Banja Luka s'accélère

d'après AFP  
SARAJEVO

Des milliers de Croates et de musulmans terrorisés fuient la région de Banja Luka, où les Serbes ont accéléré le rythme du nettoyage ethnique pour éliminer tous les non-Serbes du nord de la Bosnie.

Mille personnes ont franchi mardi la frontière entre la Bosnie et la Croatie à Davor (50 km au nord de Banja Luka), a indiqué un porte-parole du Haut commissariat de l'ONU pour les réfugiés à Sarajevo, Mark Cutts. Des centaines d'autres ont passé la nuit sous la pluie sur un terrain de football entouré de grillage, dans le nord de Banja Luka.

« Les gens sont poussés hors de leurs maisons. Ils se rendent en un point au nord de la ville et là, le chaos est total », a déclaré hier le vice-président de Médecins sans frontières international (MSF), Jacques Demilliano, joint à Banja Luka.

Aucune infrastructure n'a été mise en place par les autorités serbes dans ce centre de transit. Les réfugiés se pressent autour d'un unique robinet et les seules toilettes sont inutilisables, selon la même source.

Dans la nuit de mardi à hier, MSF a bricolé un abri avec du plastique pour que les gens puissent se protéger de la pluie. Beaucoup d'enfants et de personnes âgées sont rassemblés là.

« Les circonstances dans lesquelles cela se déroule sont en droite ligne avec le but poursuivi, le nettoyage ethnique. Les gens doivent partir, ils n'ont pas le choix. Ils nous disent : 'On est content que notre tête soit toujours sur nos épaules', a déclaré M. Demilliano.

Les réfugiés arrivent de plus en plus nombreux des villages environnants.

« Ce matin, il y en a déjà plus de 1 000. Cela se dit, les gens savent qu'il y a un point de départ là-bas. Ils viennent de plus en plus loin. »

Les organisations humanitaires internationales ont demandé sans succès aux autorités locales de trouver un autre lieu de rassemblement, où le départ des réfugiés pourrait être organisé plus dignement.

La défense civile serbe enregistre les personnes expulsées, mais ni le Haut commissariat de l'ONU pour les réfu-



PHOTO AP

Un Croate étreint sa femme et sa fille, hier à Davor, après qu'ils eurent été expulsés de leur foyer.

giés (HCR), la Croix-Rouge (CICR) ou MSF n'ont la possibilité de dresser leurs propres listes.

« Les gens sont divisés. Le lieu ne permet pas d'avoir l'œil sur eux en termes de protection et d'assistance. Comment peut-on garantir que les hommes sont également autorisés à partir », s'est interrogé M. Demilliano.

Les bus chargés de réfugiés partent sans aucune protection vers la frontière croate, que les expulsés franchissent à travers deux points de passages principaux, Davor et Bosanska Gradiska, a précisé le HCR.

Cette nouvelle vague d'expulsion des non-Serbes de Banja Luka survient après l'arrivée dans la région de dizaines de milliers de Serbes de Krajina qui ont fui début août l'avancée de l'armée croate.

Cent trente mille d'entre eux sont déjà passés en Serbie, et 20 000 autres se trouvent toujours dans la région de Banja Luka.

« Beaucoup d'entre eux peuvent continuer jusqu'à la Serbie, mais d'autres peuvent rester dans cette région », a estimé Mark Cutts.

Le gouvernement bosniaque redoute qu'un scénario à la Srebrenica ne se reproduise dans le nord de la Bosnie. A Srebrenica, des milliers d'hommes avaient été arrêtés par les forces serbes après la chute de l'enclave musulmane (est de la Bosnie), le 11 juillet dernier, et ont disparu depuis.

Le but des Serbes « est de nettoyer ce qu'ils appellent la grande Serbie », a déclaré mardi le premier ministre bosniaque Haris Silajdzic : « Pas de Croates, pas de musulmans bosniaques, pas de Roms... Rien que des Serbes. »

Pendant ce temps, l'armée croate a accentué sa pression sur une localité de Bosnie tenue par les Serbes, Dvvar, dans une opération qui doit aider l'armée bosniaque dans l'offensive qu'elle mène, plus à l'est, dans le secteur de Donji Vakuf.

Plus de 2 000 soldats croates, appuyés par des chars et de l'artillerie, ont en outre été concentrés dans la région de Dubrovnik, à 220 km au sud de Split sur la côte Adriatique de la Croatie.

Zagreb n'a pas caché son intention de faire taire l'artillerie des Serbes de Bosnie, qui tient sous son feu le littoral dalmate et dont les bombardements sporadiques ont fait 16 blessés depuis samedi. Cette menace permanente a quasiment paralysé le tourisme, national et étranger, depuis le début de la guerre en 1991.

### ► REPÈRES □ Ex-Yougoslavie

## Clinton sacrifie la Bosnie

JOONEED KHAN

■ Exploitant la dynamique déclenchée par la victoire croate sur les Serbes dans la Krajina, victoire éclair inimaginable sans l'aide tactique et matérielle « non officielle » d'origine américaine, le secrétaire d'État adjoint à l'Europe Richard Holbrooke a soumis hier au président croate Franjo Tudjman, à Zagreb, les nouvelles propositions des États-Unis en vue d'un règlement global de tous les conflits de l'ex-Yougoslavie.

Il est attendu ce matin à Belgrade pour en discuter avec l'homme fort de la Serbie, Slobodan Milosevic. Il retournera ensuite à Zagreb. Accompagné du nouveau médiateur US pour l'ex-Yougoslavie, Robert Frasure, Holbrooke ne veut pas rentrer à Washington les mains vides : l'ex-Yougoslavie est devenu un football électoral aux États-Unis et le Congrès à majorité républicaine menace dès la mi-septembre de renverser le veto du président Bill Clinton à une levée unilatérale de l'embargo sur les armes à la Bosnie.

La navette de Holbrooke, suivant la tournée d'Anthony Lake, le conseiller de Sécurité nationale à la Maison blanche, dans les quatre autres pays du « Groupe de contact » — GB, France, Allemagne et Russie — a évité jusqu'ici Sarajevo. Il y était attendu mardi, mais sa venue était annulée à

la dernière minute « pour cause de mauvais temps » ; c'est à Split, en Croatie, qu'il rencontrait le ministre bosniaque des Affaires étrangères, Muhamed Sacirbey.

La raison de ce détour : Washington a décidé de sacrifier la Bosnie-Herzégovine à l'autel d'un règlement dans les Balkans qui, à défaut de s'avérer une *pax americana* comme au Proche-Orient et ailleurs, promet au minimum d'assumer une allure de condominium américano-russe qui laisserait sur la touche les ambitions d'une Europe désaccordée, voire paralysée entre la grandeur française, la renaissance allemande, et l'isolationnisme britannique.

Les « nouvelles propositions » américaines restent « secrètes » mais les « fuites » orchestrées par diverses capitales montrent qu'elles font déjà l'objet de négociations efficaces quoique indirectes.

Ainsi Gorazde, l'enclave musulmane de l'est de la Bosnie où le Groupe de contact, l'OTAN et l'ONU avaient tracé il y a un mois la « ligne rouge » que les Serbes ne devaient pas franchir sous peine d'être vaporisés comme les troupes de Bagdad au Koweït il y a moins de cinq ans, eh bien ! Gorazde désormais « fait partie des discussions », a dit hier Holbrooke à Zagreb, bien qu'il ait nié avoir demandé aux Bosniaques de l'échanger aux Serbes.

Surtout, Washington accepte désor-

mais que les Serbes de Bosnie puissent se confédérer avec la Serbie, au même titre qu'il pousse Croates et musulmans de Bosnie à se confédérer avec la Croatie. Bref, le fameux « plan international » d'une Bosnie fédérale, avec 51 p. cent du territoire à l'ensemble musulman-croate, et 49 p. cent aux Serbes, vole en éclats. « Ce plan est le point de départ » d'un nouveau processus, déclarait à Washington le secrétaire d'État US, alors que Tudjman recevait Holbrooke à Zagreb.

Or, c'est un plan qui était donné jusque-là comme définitif, le point d'arrivée de la négociation, consensus du Groupe de contact et de la « communauté internationale ». Les Bosniaques exigeaient que les Serbes l'acceptent avant toute négociation, et les voilà abandonnés ; les Serbes de Radovan Karadzic, qui contrôlent plus des trois quarts de la Bosnie avec la prise de Zepa et Srebrenica, rejetaient ce plan, et ils ont soudain gain de cause.

Sûr de sa proie, Karadzic ronronnait hier dans une interview au quotidien *Ta Nea* d'Athènes, en se déclarant « prêt à négocier avec beaucoup de souplesse ». Il faisait un clin d'œil en direction de Bill Clinton en affirmant que « la paix pourrait être signée en septembre ». Mais, intransigeant sur le fond, il avertissait que la « république serbe » autoproclamée en Bosnie n'accepterait aucun plan

qui ne « sous-entende » sa souveraineté et son indépendance.

Bref, le partage de la Bosnie dont Franjo Tudjman avait tracé le plan lors d'un banquet en mai à Londres était vraiment « *Made in Washington* ». Clinton a désormais troqué la pensée magique, voire l'idéalisme, pour la *realpolitik* : la campagne présidentielle a ses propres impératifs et la victoire croate en Krajina laisse à Washington l'initiative diplomatique aux dépens des Européens, quitte à devoir conclure un marché avec Moscou. Ce qui amenait hier la France à dire son attachement à « l'unité de la Bosnie-Herzégovine » et à inviter le président Alija Izetbegovic à Paris.

Mais il y a quelques grains de sable : les Russes n'aiment pas les « dispositions militaires » du plan américain, comme le droit de lever l'embargo sur les armes au seul profit de Sarajevo, d'accorder à l'armée bosniaque le soutien aérien de l'OTAN si les Serbes font obstacle à un règlement, et d'ouvrir la voie à une milice internationale musulmane ; mais au cas où l'obstruction viendrait de Sarajevo, les Casques bleus seraient retirés et l'embargo levé pour tous. En outre, le président bosniaque a déclaré qu'il ne céderait pas Gorazde « même si la guerre devait durer encore 15 ans ». Enfin, la tentation croate de « libérer » la Slavonie orientale, après la Krajina, obligerait la Serbie à intervenir, ce qui élargirait le conflit.





MARCHANDISES ET SERVICES

Marché aux puces

A LIQUIDER portes miroir coulis, sanitaires, perennes, etc. 948-2666. LIQUIDER bureaux, chaises, tables, etc. 487-0148. A VENDRE: 484-33, mémoire: 8M, disque dur 245 m, etc. 800-5-745-9396. SIMON.

Marché aux puces

Vendez de tout

2 lignes d'annonces 4 jours consécutifs pour seulement 14.19 \$ + taxes (7,10 \$ par ligne supplémentaire). Le Marché aux puces ne s'adresse qu'aux particuliers et exclut les annonces concernant l'immobilier, les services, les véhicules motorisés et les animaux.

- 260 PROFESSIONNELS: DIVORCE à l'amiable notaire, accord, avis, rapport 729-4331. 264 TRAITEMENT/TEXTES TRAVAIL BUREAU: C.V., traitement de texte, correction d'épreuves, laser. 852-2018. 265 PRÉPARATION DE C.V.: ACCÈS C.V. - 488-9966. ACTION C.V. TRANSLATION-LASER-PROFESSIONNELLE, 328-7731.

MOTS CROISÉS

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12. 1. Étre la preuve de — Préfixe. 2. Parvenu au terme de sa formation — Appartient à l'un des groupes des Rom. 3. Qui s'attache au sens strict d'un texte — Note. 4. Tranché — Pour attendre la viande. 5. Frère mort à Rome — Venus au monde — Commune paysanne. 6. Sans fringues — Biens qu'apporte une femme en se mariant — Roche. 7. Aux — Fonda la ville de Lavinium. 8. Coule en Angleterre — Qui prend la gorge. 9. Libérer — Son Aïteuse Royale. 10. Os de certains poissons — D'une locution signifiant prendre quelque'un en flagrant délit — Pour désigner un objet. 11. Vaut 3,1416 — La girafe en est un. 12. Lier la variation d'un salaire, d'un prix, à la variation d'une autre valeur prise comme référence — Qui lui appartient.

OFFRES D'EMPLOI

avis

— OFFRES D'EMPLOIS — MERCI À TOUS LES ANNONCEURS DE BIEN VOULOIR RETOURNER UN ACCUSÉ DE RÉCEPTION AUX POSTALTES.

300 OFFRES D'EMPLOI

FUTURE SHOP

Nous sommes le plus important détaillant au Canada d'appareils électroniques de marques reconnues en vidéo, audio, radio d'auto, ordinateurs, équipement de communication et électroménagers.

La croissance de Future Shop au fil des ans

Table with 2 columns: Year (1982, 1985, 1987, 1989) and Statistics (magazines, employees).

Le poste offert dépendra de vos compétences. Tous les postes offrent un plan complet d'avantages sociaux. Votre attitude positive et votre ambition comptent plus à nos yeux que votre expérience.

Super centre de l'électronique

- 303 PROGRAMMES DE FORMATION: CHOMEURS(EUSE) lie de MIL, DERNIERE CHANCE. 304 POSTES CADRES ET PROFESSIONNELS: Directeur/trice Contrôle Qualité. 306 SANTÉ SERVICES COMMUNAUTAIRES: PHARMACIEN(NE) DEMANDE(E).

- 307 EDUCATION ENSEIGNEMENT: AIDE-JARDINIÈRE avec expérience. 308 GARDERIE: EDUCATEUR/TRICE (demandé(e) pour travailler en garderie). 310 BUREAUX: BETONEL LIMITEE recherche une(e) commis(e) receptrice.

MOTS CROISÉS

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12. 1. Rivière de Roumanie — Qui aime avec excès. 2. Question d'un test — Qui revient cher. 3. Elle administre — Pronom. 4. Mesure agraire — Exposer un aliment à feu vif. 5. Édifice — Audace. 6. Broutille — Elle n'est pas toujours plate — Circonstance. 7. Affables — Négation. 8. Frère mort à Rome — Venus au monde — Commune paysanne. 9. Sans fringues — Biens qu'apporte une femme en se mariant — Roche. 10. Aux — Fonda la ville de Lavinium. 11. Coule en Angleterre — Qui prend la gorge. 12. Libérer — Son Aïteuse Royale. 13. Os de certains poissons — D'une locution signifiant prendre quelque'un en flagrant délit — Pour désigner un objet. 14. Vaut 3,1416 — La girafe en est un. 15. Lier la variation d'un salaire, d'un prix, à la variation d'une autre valeur prise comme référence — Qui lui appartient.

317 SECTEUR AUTOMOBILE

REPRESENTANTE(ES) DES VENTES Neu et usage, demande. Expérience dans un système de vente en magasin.

319 VENTE, COMMERCE

DISTRIBUTEUR et fabricant de boutons et vis en expansion, recherche vendeur(euse) avec expérience dans ce domaine.

319 VENTE, COMMERCE

AGENTE(S) (3) recherchée(s), en télémarketing avec expérience, 9 heures à bon, travail de soir/jour.

300 OFFRES D'EMPLOI

COMPAGNIE NATIONALE NOUS SOMMES

Comptable régionale ayant le plus de succès pour la promotion d'événements spéciaux.

300 OFFRES D'EMPLOI

VENDEUR (EUSE) SUPERVISEUR

AVANT un minimum de 2 ans d'expérience dans l'entretien ménager, industriel et commercial.

303 PROGRAMMES DE FORMATION

CHOMEURS(EUSE) lie de MIL, DERNIERE CHANCE. Devenez technicien(ne) en exploitation.

306 SANTÉ SERVICES COMMUNAUTAIRES

PHARMACIEN(NE) DEMANDE(E) Recherche pharmacien(ne) ambulatoire.

307 EDUCATION ENSEIGNEMENT

AIDE-JARDINIÈRE avec expérience professionnelle et motrice.

308 GARDERIE

EDUCATEUR/TRICE (demandé(e) pour travailler en garderie).

310 BUREAUX

BETONEL LIMITEE recherche une(e) commis(e) receptrice.

317 SECTEUR AUTOMOBILE

REPRESENTANTE(ES) DES VENTES Neu et usage, demande.

319 VENTE, COMMERCE

DISTRIBUTEUR et fabricant de boutons et vis en expansion.

319 VENTE, COMMERCE

AGENTE(S) (3) recherchée(s), en télémarketing avec expérience.

300 OFFRES D'EMPLOI

COMPAGNIE NATIONALE NOUS SOMMES

Comptable régionale ayant le plus de succès pour la promotion d'événements spéciaux.

300 OFFRES D'EMPLOI

VENDEUR (EUSE) SUPERVISEUR

AVANT un minimum de 2 ans d'expérience dans l'entretien ménager.

303 PROGRAMMES DE FORMATION

CHOMEURS(EUSE) lie de MIL, DERNIERE CHANCE.

306 SANTÉ SERVICES COMMUNAUTAIRES

PHARMACIEN(NE) DEMANDE(E) Recherche pharmacien(ne) ambulatoire.

307 EDUCATION ENSEIGNEMENT

AIDE-JARDINIÈRE avec expérience professionnelle et motrice.

308 GARDERIE

EDUCATEUR/TRICE (demandé(e) pour travailler en garderie).

310 BUREAUX

BETONEL LIMITEE recherche une(e) commis(e) receptrice.

317 SECTEUR AUTOMOBILE

REPRESENTANTE(ES) DES VENTES Neu et usage, demande.

319 VENTE, COMMERCE

DISTRIBUTEUR et fabricant de boutons et vis en expansion.

342 EMPLOIS DIVERS

AGENTE(S) télémarketing, temps partiel. 594-0216.

343 EMPLOIS DEMANDES

ELECTRICIEN de construction commercial industriel recherche emploi pour entrepreneur.

340 EMPLOIS DIVERS

CHAUFFEUR(EUSE) camion-remorque, Canada-E.U., excellent salaire.

343 EMPLOIS DEMANDES

AVOCATE ayant sa propre clientèle en droit de famille.

340 EMPLOIS DIVERS

CHAUFFEUR(EUSE) camion-remorque, Canada-E.U., excellent salaire.

343 EMPLOIS DEMANDES

AVOCATE ayant sa propre clientèle en droit de famille.

340 EMPLOIS DIVERS

CHAUFFEUR(EUSE) camion-remorque, Canada-E.U., excellent salaire.

343 EMPLOIS DEMANDES

AVOCATE ayant sa propre clientèle en droit de famille.

340 EMPLOIS DIVERS

CHAUFFEUR(EUSE) camion-remorque, Canada-E.U., excellent salaire.

343 EMPLOIS DEMANDES

AVOCATE ayant sa propre clientèle en droit de famille.

340 EMPLOIS DIVERS

CHAUFFEUR(EUSE) camion-remorque, Canada-E.U., excellent salaire.

343 EMPLOIS DEMANDES

AVOCATE ayant sa propre clientèle en droit de famille.

340 EMPLOIS DIVERS

CHAUFFEUR(EUSE) camion-remorque, Canada-E.U., excellent salaire.

343 EMPLOIS DEMANDES

AVOCATE ayant sa propre clientèle en droit de famille.

340 EMPLOIS DIVERS

CHAUFFEUR(EUSE) camion-remorque, Canada-E.U., excellent salaire.

343 EMPLOIS DEMANDES

AVOCATE ayant sa propre clientèle en droit de famille.

340 EMPLOIS DIVERS

CHAUFFEUR(EUSE) camion-remorque, Canada-E.U., excellent salaire.

343 EMPLOIS DEMANDES

AVOCATE ayant sa propre clientèle en droit de famille.

340 EMPLOIS DIVERS

CHAUFFEUR(EUSE) camion-remorque, Canada-E.U., excellent salaire.

343 EMPLOIS DEMANDES

AVOCATE ayant sa propre clientèle en droit de famille.

340 EMPLOIS DIVERS

CHAUFFEUR(EUSE) camion-remorque, Canada-E.U., excellent salaire.

343 EMPLOIS DEMANDES

AVOCATE ayant sa propre clientèle en droit de famille.

340 EMPLOIS DIVERS

CHAUFFEUR(EUSE) camion-remorque, Canada-E.U., excellent salaire.

343 EMPLOIS DEMANDES

AVOCATE ayant sa propre clientèle en droit de famille.

340 EMPLOIS DIVERS

CHAUFFEUR(EUSE) camion-remorque, Canada-E.U., excellent salaire.



## Le gouvernement colombien décrète l'état de siège

Agence France-Presse  
BOGOTA

Le gouvernement colombien a décrété hier l'état de siège sur tout le territoire national pour affronter la violence qui s'est emparée du pays, a annoncé le président Ernesto Samper.

Affaibli par le scandale provoqué par les révélations sur le financement de sa campagne présidentielle par les trafiquants de drogue du cartel de Cali, M. Samper a déclaré qu'en vertu de l'état de siège prévu par la Constitution, le gouvernement annoncerait au cours des prochains jours un ensemble de mesures exceptionnelles pour combattre la délinquance organisée et la violence de la guérilla et

renforcer le système judiciaire en le rendant plus sévère et plus efficace.

« Nous n'allons pas permettre que les délinquants continuent à se promener dans les rues colombiennes », a averti le président colombien.

M. Samper a justifié sa décision en donnant un bilan de la violence depuis le début de l'année : 19 450 morts violentes, 704 enlèvements, 43 prisonniers en fuite, 86 policiers assassinés et 65 hold-up contre des banques.

Il a également annoncé que son gouvernement proposerait une réforme constitutionnelle afin d'établir la peine de mort dans les cas de délits extrêmes, comme l'enlèvement. Entre-temps, la peine maximale de 60

ans de prison prévue actuellement par la loi sera appliquée, a-t-il dit. Un fonctionnaire sera chargé de la lutte contre les enlèvements, l'un des crimes les plus communs en Colombie.

En ce qui concerne la guérilla, qui a rejeté son offre de paix, le président colombien a ordonné aux forces armées de la combattre avec fermeté et intelligence, ajoutant que la présence militaire serait accrue dans les zones où elle est fortement présente.

Il a annoncé la création d'un corps spécial de renseignements pour chercher et geler les comptes bancaires de la guérilla. Ernesto Samper a averti que les groupes paramilitaires seraient également fermement combattus.

Les porte-parole de l'opposition ont qualifié ces mesures d'« écran de fumée » destiné à détourner l'attention du pays de la crise politique qui s'est aggravée mardi avec l'arrestation de Fernando Botero, homme de confiance du président Samper, ancien chef de sa campagne présidentielle et ex-ministre de la Défense.

M. Botero a été placé en détention mardi sur ordre du parquet de Bogota, dans le cadre de l'enquête en cours sur le financement de la campagne électorale du président.

L'ancien ministre de la Justice, Enrique Parejo, membre du parti libéral de M. Samper, a demandé au président de démissionner.

Les gens qui souffrent d'allergies ont développé une toute nouvelle réaction. En utilisant Reactine®, le remède contre les allergies le plus prescrit au Canada depuis des années, ils peuvent enfin faire face à leurs allergies... et en rire.

Reactine est probablement le remède qui offre la solution la plus sérieuse aux symptômes d'allergies... parce qu'il agit et par la façon qu'il le fait.

Il a une façon très unique d'agir. Contrairement à la plupart des antihistaminiques, il n'a pas besoin de subir une biotransformation avant d'entrer en action. Il agit donc rapidement en neutralisant l'histamine, le transmetteur chimique qui provoque la plupart des symptômes d'allergies.

Reactine ne vous offre pas seulement un soulagement rapide, mais aussi la tranquillité d'esprit. En effet, lors des tests en clinique, Reactine a démontré qu'il ne crée aucune interaction médicamenteuse avec le kétoconazole ou avec l'érythromycine.

Reactine agit efficacement en réduisant vos symptômes d'allergies en quelques minutes et en vous donnant un soulagement qui dure

24 heures. De plus, Reactine a une efficacité qui n'est pas modifiée par la nourriture, la santé, l'humeur ou la fatigue afin de vous donner un soulagement plus constant.

Enfin, Reactine vous permet de poursuivre vos activités sans aucun problème. Des tests objectifs ont prouvé que Reactine ne provoque aucun effet apparent sur vos capacités motrices ou votre système nerveux.

Pour un soulagement efficace, rapide et constant, autant les médecins que ceux qui souffrent d'allergies ont pu compter sur Reactine. Demandez-leur. Mieux encore, essayez Reactine. Nous vous garantissons qu'il vous soulagera de vos allergies ou nous vous rembourserons.

Alors, avant d'être confronté à l'une de vos allergies, passez à la pharmacie la plus proche. Vous découvrirez que Reactine, à votre grand soulagement, est offert sans ordonnance.

Si vous avez la moindre question, veuillez nous appeler au 1 800 260-8988.



Maintenant offert sans ordonnance.



## Reactine vous permet d'affronter vos allergies



### AVIS DE RECHERCHE PARENTS D'ÉTUDIANTS

En vertu des dispositions de la Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel, le Collège de Rosemont est à la recherche de parents désireux d'occuper l'un des deux sièges prévus à cette fin au sein de son conseil d'administration.

Les candidats doivent être le père ou la mère, le tuteur ou avoir la garde de droit d'un étudiant inscrit pour la session d'automne 1995 au Collège de Rosemont.

Les personnes intéressées doivent se présenter à la soirée d'information et d'élections pour les parents d'étudiants du Collège de Rosemont, 6400, 16<sup>e</sup> Avenue (angle Beaubien, près de la rue St-Michel) le mardi 22 août 1995, de 17 h 30 à 19 h.

Information: 376-1620 (poste 215)

### Le service InfoBref Bell

Le téléphone le plus lu... Le quotidien le plus écouté!

**NOUVEAU**  
Abonnés de Bell Mobilité composez sans frais \* Bref

Service rapide GRATUIT\* accessible 24 heures sur 24, 7 jours par semaine, à l'aide d'un téléphone à clavier.

Pour entendre le contenu de ces différentes rubriques, composez le 875-2355. Puis, au son de la voix, composez le code à trois chiffres correspondant à la rubrique choisie. Pour sortir rapidement de l'une de ces rubriques, faites le 33 puis, au son de la voix, appuyez sur le 9. Vous pourrez alors choisir une autre rubrique.

\* Dans la zone d'appel locale seulement.

8 7 5 - B e l l	1 5	• Nouvelles en bref	
		La Une: .....	110
		Nouvelles locales: .....	120
		Nouvelles sportives: .....	130
		Nouvelles économiques: .....	140
		Nouvelles nationales et internationales: .....	150
		Arts et spectacles: .....	160
		En primeur: .....	170
	3	• Éditoriaux .....	210
		Question du jour .....	220
	2	• Info-Affaires™ Bell	
		En relâche pour la saison estivale, cette rubrique reprendra dès septembre.	
		• Questions d'affaires Réponses d'affaires	
		5 choix de chroniques disponibles: ..	410
		• Résultats de la loterie	
	6 / 49: .....	411	
	Lotto Super 7: .....	412	
	Sélect 42: .....	413	
	Banco: .....	414	
	La Quotidienne: .....	415	
	• Bulletins météorologiques d'Environnement Canada		
	Région de Montréal: .....	421	
	Prévisions à long terme (Montréal): ..	422	
	Estrie, Québec, Laurentides .....	423	
	Villes canadiennes: .....	424	
	Villes américaines: .....	425	
	Plaisanciers (Montréal): .....	426	
	• Produits et services de Bell ..	520	
	• Services de La Presse		
	Service des abonnements: .....	610	
	Annonces classées: .....	620	
	Publicité: .....	630	
	Rédaction: .....	640	
	Information sur les concours: .....	650	
	Renseignements généraux: .....	660	
	• INFO-ARTS Bell		
	À surveiller cette semaine: .....	710	
	Danse: .....	720	
	Musique et art lyrique: .....	730	
	Théâtre: .....	740	
	Variétés et humour: .....	750	
	Expositions et musées: .....	760	
	Service personnalisé (accès direct) ..	770	
	• Le Golf avec Carlo Blanchard		
	Conseil de la semaine: .....	811	
	Positions de base: .....	812	
	Élan de golf: .....	813	
	Coups de départ: .....	814	
	Coups d'approche: .....	815	
	Entraînement .....	816	
	Commentaires et suggestions: .....	817	

**NOUVEAU**